

IRPP



Rapport annuel

Institut de recherche en politiques publiques

Bâtir sur des bases solides

2021-2022

Table des matières

- 3 Notre mission
- 4 Notre raison d'être
- 5 Nos valeurs
- 6 L'année en chiffres
- 8 Publications de recherche de l'IRPP
- 9 Publications du Centre d'excellence sur la fédération canadienne
- 10 Événements
- 12 Présidente du conseil d'administration
- 14 Présidente de l'IRPP
- 16 Vice-présidente à la recherche
- 18 Les compétences de l'avenir et l'apprentissage des adultes
- 20 Le filet social des adultes en âge de travailler
- 22 Défis du vieillissement
- 24 Centre d'excellence sur la fédération canadienne
- 26 *Options politiques*
- 28 Communications
- 30 Comité des placements
- 34 États financiers

Conseil d'administration

PRÉSIDENTE

Anne McLellan, Edmonton

PRÉSIDENTE DE L'IRPP

Jennifer Ditchburn, Ottawa

VICE-PRÉSIDENT

Alex Marland, St. John's

Ian Brodie, Calgary

Jean Charest, Montréal - *en congé*

Cassie Doyle, Vancouver

Alain Dubuc, Montréal

Gary Merasty, Winnipeg

Nancy Olewiler, Vancouver

Elizabeth Roscoe, Ottawa

Christopher Sands, Washington D.C.

Tamara A. Small, Guelph

James (Jason) Stewart, Toronto

Martine St-Victor, Montréal

Ali Suleman, Toronto

Vianne Timmons, St. John's

Notre mission

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui éclairent le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.



Debra Thompson, professeure associée, science politique, l'Université McGill

Notre raison d'être

Nous rapprochons les milieux de la recherche et des politiques publiques pour améliorer la vie de nos concitoyens.



Nos valeurs



NOUS SOMMES INDÉPENDANTS

Notre indépendance et le contrôle rédactionnel que nous exerçons sur nos travaux assurent la crédibilité de toutes nos activités. Nous révélons aussi en toute transparence quels sont nos soutiens financiers.

NOUS AVONS UNE PORTÉE NATIONALE

Nous traitons d'enjeux qui concernent tous les Canadiens et tous les ordres de gouvernement, et examinons les différents moyens d'améliorer les relations intergouvernementales.

NOS RECHERCHES SONT FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

Nos travaux sont menés dans un esprit d'ouverture et selon d'exigeantes normes de rigueur et d'intégrité méthodologiques. Leurs résultats sont l'objet d'un examen par les pairs ou soumis à l'évaluation de spécialistes.

NOUS SOMMES COLLABORATIFS

L'IRPP tisse des liens avec des partenaires de multiples secteurs et consulte de nombreux experts pour approfondir sa compréhension des enjeux et créer de fructueux réseaux. En vue d'éclairer le débat public, nos publications sont souvent conçues en collaboration avec des chercheurs, auteurs et intervenants externes.

NOUS SOMMES INCLUSIFS

Pour refléter la diversité de la société canadienne, nous veillons à ce que nos travaux expriment un vaste éventail de points de vue et cherchons à supprimer les obstacles systémiques à l'inclusion afin d'intégrer au débat public les groupes en quête d'équité.

NOUS PARTAGEONS NOS CONNAISSANCES

Nous visons à élargir le champ des connaissances auxquelles peuvent accéder les Canadiens, y compris les responsables et décideurs politiques. Pour mobiliser les esprits, nous privilégions un langage clair, favorisons le dialogue et misons sur toutes les plateformes médiatiques.

NOUS MENONS NOS ACTIVITÉS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES DU PAYS

Nous diffusons nos travaux, exerçons nos activités et stimulons le débat public en français et en anglais afin d'enrichir les échanges sur une série d'enjeux nationaux.

L'année en chiffres

(du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022)

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Budget de fonctionnement

3 263 855 \$

Charges

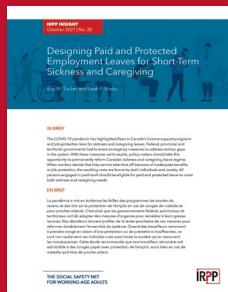
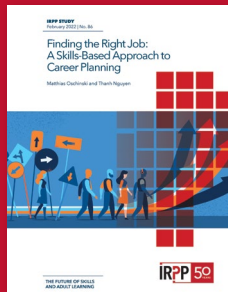
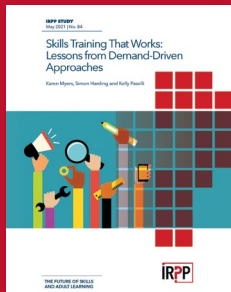
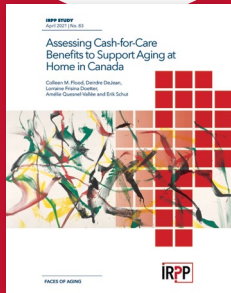
3 063 181 \$

Excédent (insuffisance) du budget de fonctionnement sur les charges

200 000 \$

6

publications de recherche



6 16

exposés sur la recherche

événements

444

 articles d'Options politiques

8



publications du Centre d'excellence sur la fédération canadienne

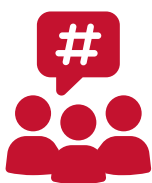
ACTIVITÉS EN LIGNE



3 122 158
pages vues

1 596 380 utilisateurs
9 189 téléchargements
126 565 vues sur Apple News

RÉSEAUX SOCIAUX



36 429
abonnés

224 359 visites du site Web
générées par les réseaux sociaux
21 949 abonnés Twitter
2 797 abonnés Facebook
11 372 abonnés LinkedIn
311 abonnés Instagram
6 434 visionnements YouTube

ÉVÉNEMENTS



8 223
inscriptions

13 webinaires
3 panels hybrides
3 ateliers
4 989 participants
56 intervenants externes

BALADOS



42 354
auditeurs

27 épisodes

MENTIONS DANS LES MÉDIAS



659 228 192
lecteurs et auditeurs potentiels

1 220 articles

Publications de recherche de l'IRPP

Assessing Cash-for-Care Benefits to Support Aging at Home in Canada

Colleen M. Flood, Deirdre DeJean, Lorraine Frisina Doetter, Amélie Quesnel-Vallée et Erik Schut

7 avril 2021

Skills Training That Works: Lessons from Demand-Driven Approaches

Karen Myers, Simon Harding et Kelly Pasolli

18 mai 2021

Transitioning Back to Work: How to Improve EI Working-While-on-Claim Provisions

Colin Busby, Stéphanie Lluís et Brian P. McCall

16 juin 2021

Designing Paid and Protected Employment Leaves for Short-Term Sickness and Caregiving

Eric M. Tucker et Leah F. Vosko

7 octobre 2021

Réorganiser les soins de longue durée à la lumière de la pandémie

Yves Couturier, Maxime Guillette et David Lanneville

8 décembre 2021

Finding the Right Job: A Skills-Based Approach to Career Planning

Matthias Oschinski et Thanh Nguyen

24 février 2022



Publications du Centre d'excellence sur la fédération canadienne

Essai

La persistance de l'aliénation de l'Ouest
Loleen Berdahl
27 mai 2021

Repère IRPP

Identité et ressentiment : expliquer le soutien au programme fédéral de péréquation
Olivier Jacques, Daniel Béland et André Lecours
13 octobre 2021

Rapports sur la Confédération de demain

All in this together? Canadians' Views on Masks, Vaccines and Lockdown During the COVID-19 Pandemic
Avril 2021

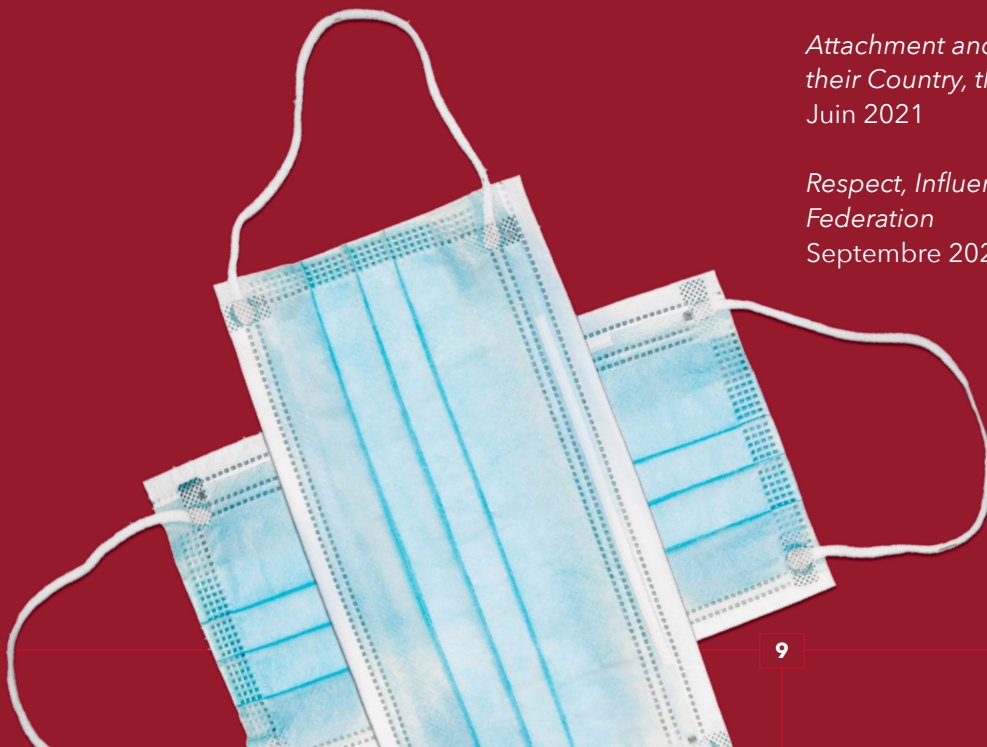
The Role of Governments and the Division of Powers: Federalism in the Context of a Pandemic
Avril 2021

Addressing Climate Change in the Canadian Federation
Juin 2021

Indigenous Relations and Reconciliation
Juin 2021

Attachment and Advantages How Canadians View their Country, their Province and their Neighbour
Juin 2021

Respect, Influence and Fairness in the Canadian Federation
Septembre 2021



Événements

« Will the 2021 Federal Budget Position Canada to Emerge Strongly from the Pandemic? »

Jasmine Ramze Rezaee, Charles Breton, Colin Busby, Jennifer Ditchburn et Natalia Mishagina

Webinaire, commandité par AdMare

Bioinnovations

20 avril 2021

Participants : 334

« Would a Universal Basic Income Best Address the Gaps in Canada's Social Safety Net? »

Garima Talwar Kapoor, David Green, Lindsay Tedds et Colin Busby

Webinaire

4 mai 2021

Participants : 492

« A Roadmap to Long-Term Care Reform in Canada »

André Picard, Samir Sinha, Tamara Daly et France St-Hilaire

Webinaire

13 mai 2021

Participants : 773

« Could Federalism Help Cure What Ails Long-Term Care? »

(Série sur les soins de longue durée)

Carolyn Tuohy, Daniel Béland, Michel Grignon et Paisley Sim

Webinaire

20 mai 2021

Participants : 346

Une feuille de route pour la réforme des soins de longue durée au Québec

(Série sur les soins de longue durée)

Réjean Hébert, Marie-Louise Leroux, Yves Couturier et Charles Breton

Webinaire

3 juin 2021

Participants : 163

« Filling Gaps in Canada's Ailing Long-Term Care System with Cash-for-Care Benefits »

(Série sur les soins de longue durée)

Colleen Flood, Isobel Mackenzie, Ito Peng et Colin Busby

Webinar

21 juin 2021

Participants : 267

« Election 44 and the Erosion of Democracy »

Shauna Sylvester, Seher Shafiq, Sanjay Ruparelia, Stephanie Carvin et Les Perreux

Webinaire

9 septembre 2021

Participants : 223

« Expanding Home Care Options in Canada »

Deborah Simon, Christine Kelly, Patrick Marier et Colin Busby

Webinaire

16 novembre 2021

Participants : 479

« Inside the Constituency-Level Election Campaign »

Erin Crandall, Royce Koop, Sarah Stoodley et Alex Marland

Webinaire

30 novembre 2021

Participants : 200

« Food Banks and Canada's Social Safety Net »
Martin Dooley, Vishal Khanna, Richard Matern,
Joanne Santucci et Colin Busby

Webinaire

13 décembre 2021

Participants : 248

« How Can Canada Support Recovery Efforts in
the Global South in the Wake of the Pandemic »
Melissa Fung, Mark Plant, Joanne Liu et Maika
Sondarjee

Webinaire en partenariat avec et commandité
par ONE.org

21 janvier 2022

Participants : 169

« Crashing the Party – An Insider's Look at
Creating Political Platforms »
Angelle MacEwen, Dan Mader, Tyler Meredith et
Jennifer Ditchburn

Webinaire en partenariat avec et commandité
par l'Université Carleton

25 janvier 2022

Participants : 447

« Connecting Insights: Think Tanks and Inclusive
Policy »

Garima Talwar Kapoor, Hayden King et
Jennifer Ditchburn

Webinaire en partenariat avec et commandité
par l'École de la fonction publique du Canada

4 février 2022

« Emerging Shifts in Regulatory Governance »
(Série Sur le radar des priorités politiques)

Robert Shepherd, Darcy Gray, Kevin Stringer,
Catherine MacQuarrie et Alexandra Mallett

Webinaire en partenariat avec l'Université
Carleton

22 mars 2022

Participants : 147

Gouvernance inclusive et démocratie à l'heure
de la polarisation

(Série Sur le radar des priorités politiques)

Aurélié Campana, Eric Montigny, Jackie Smith
et Sule Tomkinson

Événement hybride en collaboration avec
l'Université Laval

24 mars 2022

Participants : 90

« Democracy under Threat? Polarization and
Public Policy in Canada »

(Série sur le radar des priorités politiques)

Anita Li, Eric Merkley, Sean Speer, Darell Bricker
et Jennifer Ditchburn

Événement hybride en collaboration avec
l'Université de Toronto et commandité par CBC

30 mars 2022

Participants : 482

SÉANCES D'INFORMATION SUR LA RECHERCHE

Séances d'information sur les soins de
longue durée avec les gouvernements de
l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan
et de la Colombie-Britannique, Statistique
Canada et Santé Canada.



Présidente du conseil d'administration

Anne McLellan

Si

2020-2021 a été riche en événements, 2021-2022 l'a été encore davantage. Les hauts et les bas de la pandémie de COVID-19, les élections

fédérales, les convois de camionneurs, les événements climatiques extrêmes à travers le monde et, alors que notre exercice financier se terminait, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont tous souligné un besoin croissant – et, je suis heureuse de le dire, un appétit grandissant – pour des recherches perspicaces sur les questions au cœur de l'actualité. Une fois de plus, l'IRPP a été bien placé pour répondre à ce besoin.

L'Institut a connu une année productive. Nous avons organisé 16 événements, nous avons fait paraître 6 publications de recherche et 27 balados. *Options politiques* a publié 444 articles, le Centre d'excellence sur la fédération canadienne a fait paraître 8 publications, et les sites Web de l'IRPP ont attiré plus de 3,1 millions de pages vues, soit une augmentation de près de 7 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Ces réalisations sont en grande partie dues au leadership de notre nouvelle présidente, Jennifer Ditchburn, qui a pris les rênes de l'IRPP en juin 2021. Grâce à ses cinq années d'expérience en tant que rédactrice en chef d'*Options politiques*, Jennifer connaissait déjà bien l'IRPP et a pu

s'atteler à la tâche. Depuis sa nomination, elle a été le fer de lance de l'élaboration d'un nouveau plan stratégique et d'un énoncé de mission révisé, qui définissent explicitement l'objectif et les valeurs de l'Institut.

En tant que présidente du conseil d'administration, je suis particulièrement fière de cette mission qui cimente le rôle de l'IRPP en tant qu'organisation mobilisatrice de connaissances fondées sur des données probantes, indépendante, nationale, collaborative, inclusive et bilingue. Si nous pouvons continuer à être à la hauteur de ces valeurs dans les années à venir, un avenir fructueux nous est assuré.

Outre notre nouvelle présidente, nous sommes ravis d'accueillir quatre Canadiens hautement qualifiés et respectés en tant que nouveaux membres du conseil d'administration :

Jean Charest, associé du cabinet d'avocats McCarthy Tétrault et ancien premier ministre du Québec. (Depuis avril 2022, M. Charest est en congé du conseil d'administration.)

Virginia Mearns, directrice principale des relations avec les Inuits à la Qikiqtani Inuit Association, un organisme sans but lucratif basé à Iqaluit qui s'efforce de faire progresser les droits et les avantages d'une région qui abrite plus de la moitié de la population du Nunavut.

« Depuis 1972, l'IRPP a apporté une contribution inestimable à la recherche de solutions aux plus grands défis de politiques publiques du Canada. »

James (Jason) Stewart, cadre en résidence au Global Risk Institute, chargé de mission à CD Howe et président d'une fondation philanthropique privée.

Ray Williams, directeur général et vice-président pour les marchés financiers à la Financière Banque Nationale.

C'est sur une note douce-amère que nous avons fait nos adieux en juin 2022 à France St-Hilaire, qui prend sa retraite après 30 ans à l'IRPP, dont 24 en tant que vice-présidente et responsable de la recherche. France incarne parfaitement les valeurs exprimées dans notre mission et a joué un rôle essentiel pour faire de l'IRPP une source fiable de recherche indépendante et bilingue sur les politiques publiques. Ses avis éclairés et son perfectionnisme vont nous manquer.

Quant à l'avenir, 2022 promet d'être une autre année faste alors que nous célébrons le 50^e anniversaire de l'Institut. Depuis 1972, l'IRPP a apporté une contribution inestimable à la recherche de solutions aux plus grands défis de politiques publiques du Canada. Nous sommes devenus l'un des piliers d'une communauté restreinte, mais influente, d'institutions

indépendantes qui soutiennent l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et un dialogue inclusif. Je crois que l'Institut joue un rôle essentiel dans la société canadienne à une époque où les faits sont de plus en plus contestés et où les clivages politiques ont rarement semblé aussi profonds.

Alors que nous marquons cette importante étape, nous avons beaucoup à célébrer, mais aussi beaucoup de travail à accomplir. Je tiens à remercier l'équipe dévouée de l'IRPP, la direction, le personnel, mes collègues du conseil d'administration et les membres bénévoles du comité des placements pour leur travail acharné au cours de la dernière année et leur engagement continu en faveur d'une recherche indépendante de haute qualité sur les politiques publiques. Pensons à ces 50 dernières années avec fierté et envisageons les 50 prochaines avec enthousiasme et humilité.





Présidente de l'IRPP

Jennifer Ditchburn

C'

est avec honneur et enthousiasme que j'ai assumé le rôle de présidente en juin 2021. Ayant travaillé à l'Institut pendant cinq ans, en tant que rédactrice en chef d'*Options politiques*, j'étais déjà une ardente promotrice de sa mission et de sa grande contribution au vaste dialogue politique au Canada. J'avais également une idée précise de l'incroyable profondeur du talent au sein de l'équipe de l'IRPP.

Même les organisations les plus prospères doivent prendre le temps de faire le point. Elles doivent se demander comment elles sont perçues à l'extérieur, quelles sont leurs forces et où elles pourraient faire mieux. L'IRPP s'est trouvé à un moment idéal, à l'aube de son 50^e anniversaire, pour entamer une telle période de réflexion et examiner comment nous pourrions aller de l'avant à partir de nos solides fondations.

Après plusieurs mois de consultations, une retraite stratégique enrichissante avec le personnel et un audit de perception réalisé par un partenaire externe, notre équipe a pu élaborer un plan stratégique pour les trois prochaines années. Ce plan comporte trois priorités fondamentales :

- accroître la taille et l'influence de l'IRPP ;
- améliorer la durabilité opérationnelle et la résilience du lieu de travail ;

- favoriser un dialogue plus inclusif sur les politiques publiques au Canada.

Afin d'accroître notre taille et notre influence, nous avons ajouté un poste d'associé de recherche au Centre d'excellence sur la fédération canadienne, et nous sommes en train de recruter un nouveau directeur de recherche. Toute notre équipe travaille à améliorer le profil de l'IRPP dans la sphère publique - cette année, nous avons organisé 16 événements, dont certains dans un nouveau format hybride. Nous adoptons une approche collective, ciblée et innovante pour générer des revenus afin de soutenir notre croissance à long terme. Et nous encourageons les conversations sur la diversité, l'équité et l'inclusion dans toutes nos opérations.

Au cours de notre processus de planification stratégique, nous avons eu une autre conversation essentielle à propos de la raison d'être de l'Institut - un énoncé distinct de sa mission. Les membres du personnel étaient convaincus que l'IRPP est à son meilleur lorsqu'il met les décideurs en contact avec la recherche dont ils ont besoin et lorsqu'il amplifie le travail d'un large éventail de penseurs en matière de politiques. Ainsi, notre raison d'être, « Nous rapprochons les milieux de la recherche et des politiques publiques pour améliorer la vie de nos concitoyens », résume la motivation derrière toutes les activités de l'IRPP.

« L'IRPP s'est trouvé à un moment idéal, à l'aube de son 50^e anniversaire, pour entamer une telle période de réflexion et examiner comment nous pourrions aller de l'avant à partir de nos solides fondations. »

Cette idée phare a guidé les activités de l'IRPP au cours de la dernière année. Nous avons continué à publier de nouvelles judicieuses recherches sur les compétences et la formation des adultes, sur les soins de longue durée et sur l'état de notre filet social. En cette deuxième année de pandémie, le Centre d'excellence sur la fédération canadienne a suivi de près la façon dont les différentes provinces ont adopté des mesures de santé publique. Le magazine *Options politiques*, sous la direction de son nouveau rédacteur en chef Les Perreux, a battu de nouveaux records de lectorat, avec une couverture riche de sujets tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'avenir postpandémique des centres urbains et la façon dont le Canada peut améliorer ses processus électoraux.

Mon mandat de présidente débute à un moment de transition, tant dans la société canadienne qu'au sein de l'IRPP. La pandémie nous a appris à être agiles et innovants, tout en cultivant un milieu de travail sain et flexible. Alors que nous allons de l'avant avec la vision stratégique de l'IRPP, nous sommes bien placés pour tirer parti de nos nombreuses forces tout en restant fidèles à notre objectif.



Recherche





Vice-présidente à la recherche

France St-Hilaire

L

es activités de l'équipe de recherche au cours de l'année écoulée ont reflété le contexte politique engendré par deux années de pandémie mondiale.

Les décideurs canadiens ont dû continuer à gérer la crise de santé publique et son impact sur les systèmes de soins de santé et l'économie, en renforçant les soutiens aux personnes incapables de travailler et aux entreprises ne pouvant fonctionner en raison des confinements et d'autres restrictions, tout en se préparant aux nouveaux impératifs politiques à venir. Les détails complets de nos publications et autres activités dans ces domaines figurent ci-après.

Il s'agit de mon dernier rapport en tant que vice-présidente à la recherche. Je suis à l'IRPP depuis 30 ans et à ce poste depuis 24 ans. Alors que l'IRPP entre dans sa 50^e année, j'ai eu l'occasion de jeter un regard en arrière et de réfléchir au rôle de l'Institut dans les conversations politiques les plus importantes du Canada. Je suis particulièrement fière du travail que nous avons accompli sur l'immigration et la diversité, le fédéralisme, l'évolution de nos relations commerciales avec les États-Unis, le développement socioéconomique et la gouvernance dans le Nord du Canada, les implications politiques du vieillissement de la population et l'inégalité des revenus. Le projet le plus créatif et le plus stimulant auquel j'ai pris part est sans doute *A Canadian Priorities Agenda*, que les participants décrivaient comme une vraie

partie de plaisir pour les mordus des politiques, mais du travail sérieux quand même.

Je crois fermement que ce que nous faisons compte. J'ai également pu travailler avec les esprits les plus brillants du pays et apprendre quelque chose de nouveau chaque jour. Je suis reconnaissante à beaucoup de personnes pour cette opportunité incomparable. Je souhaite tout particulièrement remercier les cinq présidents sous lesquels j'ai travaillé - Monique-Jérôme Forget, Hugh Segal, Mel Cappe, Graham Fox et Jennifer Ditchburn - pour leur confiance et leur soutien indéfectibles, et pour avoir fait de l'IRPP un objet de fierté. Je souhaite également remercier les membres du conseil d'administration, passés et présents, pour leurs sages conseils et leurs précieuses idées. À tous mes collègues, merci pour votre camaraderie, votre esprit d'équipe et votre remarquable dévouement au travail que nous accomplissons. Et à tous les collaborateurs de l'IRPP avec lesquels j'ai eu le plaisir de travailler au fil des ans, merci de nous confier vos recherches et vos idées pour améliorer la vie des Canadiens.

Enfin, je souhaite à ma successeuse Rachel Samson et au reste de la relève tout le succès possible dans l'établissement d'un parcours productif pour l'IRPP au cours des 50 prochaines années.

France St-Hilaire

Les compétences de l'avenir et l'apprentissage des adultes

Directrice de recherche : Natalia Mishagina

Ce programme de recherche contribue à la création d'un environnement d'apprentissage plus solide au Canada. Il évalue de manière critique les possibilités actuelles d'éducation et de formation pour les adultes en âge de travailler, et propose des réformes pour améliorer la portée et l'impact du système. Ces recherches sont d'autant plus pertinentes que les décideurs cherchent des moyens d'aider les travailleurs licenciés à se remettre des retombées de la pandémie de COVID-19.

ÉTUDES IRPP

Skills Training That Works: Lessons from Demand-Driven Approaches

Il existe une idée fautive et répandue selon laquelle la formation parrainée par le gouvernement pour les travailleurs peu qualifiés sans-emploi ou sous-employés est inefficace. Les auteurs concluent toutefois que ces opinions sont souvent fondées sur de mauvaises évaluations des programmes de formation. Ils passent en revue les programmes récents qui ont aidé les apprenants à obtenir de bons emplois, et notent que le fait de surmonter la stigmatisation face à la formation aide à convaincre les gouvernements et les électeurs d'investir l'argent des contribuables dans le développement des compétences. La clé est d'investir dans des programmes qui produisent des résultats solides.

En particulier, les programmes de formation sectoriels destinés aux travailleurs peu qualifiés se sont révélés prometteurs aux États-Unis. L'étude conclut que les facteurs clés pour obtenir des résultats comprennent l'accent mis sur les emplois en demande, le choix de stagiaires ayant un réel intérêt pour ces emplois et l'offre de différentes formes de soutiens à ceux-ci.

Finding the Right Job: A Skills-Based Approach to Career Planning

L'économie est en constante évolution, certains emplois disparaissant et d'autres sont créés. Pour réussir dans ce monde qui évolue rapidement, les travailleurs doivent savoir comment tirer parti des nouvelles possibilités. Pourtant, il peut être difficile de dénicher les emplois qui correspondent à ses compétences et, pour aggraver les choses, très peu d'adultes canadiens utilisent les services d'orientation professionnelle.

Les auteurs ont mis au point deux algorithmes qui peuvent aider à reconnaître les emplois les mieux adaptés aux compétences et aux intérêts d'un travailleur, et mettre en évidence les lacunes en matière de compétences que toute personne à la recherche d'un nouvel emploi doit combler. Ces algorithmes peuvent également rendre l'orientation professionnelle plus accessible en les intégrant dans un outil en ligne gratuit et facile à utiliser.

LA RECHERCHE EN ACTION

Notre travail sur le développement des compétences, y compris les articles dans *Options politiques* pour le promouvoir, ont attiré l'attention des gouvernements et des médias :

- Le sous-ministre de l'Immigration, de la Croissance démographique et des Compétences de Terre-Neuve-et-Labrador a remercié l'IRPP d'avoir publié des « perspectives précieuses » sur des modèles de formation prometteurs, et a exprimé son intérêt à utiliser notre travail pour aider le ministère à aligner les programmes de formation sur les professions en demande.
- Le ministre du Développement économique et des Petites Entreprises, de l'Immigration et des Opportunités du Nouveau-Brunswick nous a invités à faire une présentation basée sur le document sur les modèles de formation. France St-Hilaire a participé à une table ronde sur l'avenir du travail avec le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, et d'autres experts.
- Entre autres apparitions dans les médias, France St-Hilaire a été interviewée par le *Financial Post* pour un podcast sur la nature changeante du travail.
- Natalia Mishagina a participé au sommet de la *Coalition pour un avenir meilleur* à Ottawa. Notre présidente du conseil d'administration Anne McLellan a coorganisé l'événement.



Le filet social des adultes en âge de travailler

Directeur de recherche : Colin Busby

Malgré les efforts déployés par les gouvernements pour élaborer des stratégies de réduction de la pauvreté, de nombreux Canadiens ont encore du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux avec des revenus bien inférieurs au seuil de pauvreté. Ce programme de recherche attire l'attention sur ce segment négligé mais en pleine croissance de la population. Les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont rendu notre travail dans ce domaine encore plus pertinent et urgent.

REPÈRE IRPP

Designing Paid and Protected Employment Leave for Short-Term Sickness and Caregiving

Lorsque les travailleurs décident qu'ils ne peuvent pas s'absenter en raison de l'insuffisance des avantages sociaux ou de la protection de l'emploi, les coûts qui en résultent sont supportés par les individus et la société. Ces coûts ont été mis en évidence lors de la pandémie de COVID-19, mettant au jour les failles des programmes de soutien du revenu et des lois de protection de l'emploi au Canada en matière de congé de maladie et de congé pour soins. En conséquence, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont adopté des mesures d'urgence pour combler les graves lacunes du système.

Sur la base d'une étude de divers régimes étrangers, ainsi que d'une analyse des politiques et programmes canadiens, cette étude propose un système de congés de maladie et de soins à court terme rémunérés accessible à tous les travailleurs, comprenant jusqu'à 15 jours de protection de l'emploi rémunérés. Ces propositions sont d'autant plus opportunes que les décideurs politiques canadiens envisagent actuellement de réformer en profondeur le régime canadien de congé de maladie et de congé de soignant.

WEBINAIRE

Food Banks and Canada's Social Safety Net

La première banque alimentaire du Canada a été mise sur pied en 1981, dans le but d'offrir

un soutien temporaire aux résidents urbains en difficulté. Quatre décennies plus tard, les banques alimentaires se sont multipliées dans tout le pays et jouent un rôle indispensable dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire. Cependant, on sait peu de choses sur les clients des banques alimentaires ou sur la façon dont le soutien du revenu gouvernemental influe sur le recours aux banques alimentaires.

Depuis 2014, l'Université McMaster et Hamilton Food Share – un réseau de grandes banques alimentaires à Hamilton, en Ontario – ont uni leurs forces pour améliorer la qualité des données sur les banques alimentaires. L'IRPP a organisé une table ronde en décembre 2021 sur les conclusions préliminaires du groupe sur l'utilisation des banques alimentaires à Hamilton, les implications pour la politique gouvernementale et les problèmes auxquels sont confrontées les banques alimentaires au Canada.

Parmi les conclusions :

- un tiers des ménages à faible revenu de Hamilton ont recours à une banque alimentaire au moins une fois par an ;
- le faible revenu des ménages est le moteur du recours aux banques alimentaires, et les « plus pauvres des pauvres » sont ceux qui ont tendance à y avoir recours ;
- les ménages utilisant les banques alimentaires ont environ la moitié du revenu brut de la famille moyenne à faible revenu ;
- le type de ménage ayant le plus recours aux banques alimentaires est les personnes vivant seules.

LA RECHERCHE EN ACTION

Nos publications, événements et articles d'opinion ont attiré l'attention de décideurs de haut niveau désireux de remédier aux lacunes du filet social du Canada pour les adultes en âge de travailler :

- France St-Hilaire a rencontré Scott MacAfee, président du Conseil consultatif national sur la pauvreté du Canada, pour discuter des grands enjeux concernant les adultes en âge de travailler et des taux élevés de pauvreté chez les personnes vivant seules.
- Le Conseil consultatif national sur la pauvreté a invité France St-Hilaire à des tables rondes liées à son processus de planification stratégique.
- La publication du Repère IRPP *Designing Paid and Protected Employment Leaves for Short-Term Sickness and Caregiving* a été notre publication de recherche la plus consultée en 2021-2022, avec plus de 5 000 visites. Les auteurs ont également présenté leur recherche au ministère du Travail de l'Ontario.
- Nous avons réuni un groupe de travail de 12 experts pour discuter des moyens de moderniser le système d'assurance-emploi et d'élargir l'éventail des options de réforme. Plusieurs fonctionnaires d'Emploi et Développement social Canada ont participé à cet événement.

Défis du vieillissement

Directeur de recherche : Colin Busby

Ce programme de recherche porte sur les questions pressantes auxquelles est confrontée la population vieillissante du Canada. Dans le passé, nous avons examiné le besoin croissant de pensions publiques et la façon dont les Canadiens âgés peuvent maximiser leur revenu de retraite et faire face aux risques financiers qui accompagnent la longévité. Cette année, nous nous sommes concentrés sur les lacunes du système canadien de soins de longue durée (SLD) et sur la manière de les combler, notamment en recourant davantage aux soins à domicile.

ÉTUDE IRPP

Assessing Cash-for-Care Benefits to Support Aging at Home in Canada

La plupart des Canadiens âgés ont un accès limité au service de soins de longue durée, qui sont souvent de mauvaise qualité et fragmentés. Les délais d'attente pour l'admission dans les établissements de SLD sont longs, et beaucoup de ceux qui reçoivent des soins à domicile déclarent avoir des besoins non satisfaits. La famille et les amis doivent souvent combler les lacunes, et beaucoup s'épuisent à essayer de concilier les tâches de soins avec leur travail et leurs autres engagements familiaux.

Cette étude soutient que le défi auquel sont confrontés les décideurs canadiens n'est pas seulement de répondre adéquatement aux besoins croissants en matière de SLD, mais aussi de veiller à ce que ces services soient fournis là où les gens veulent les recevoir, c'est-à-dire le plus souvent à domicile.

Les auteurs, dirigés par Colleen Flood, recommandent une solution de financement qui a fait ses preuves en Allemagne et aux Pays-Bas : des transferts publics directs, appelés prestations de soins en espèces, qui sont versés aux bénéficiaires de SLD (ou à leurs proches aidants) pour soutenir les soins à domicile. Ces prestations donnent aux bénéficiaires plus de contrôle sur l'organisation et la prestation de leurs soins, et donc plus d'autonomie. Mais ces prestations en espèces ne sont pas suffisantes. Des investissements sont également nécessaires

pour améliorer la qualité et la sécurité des soins dans les établissements de SLD, pour améliorer l'accès aux soins à domicile formels et pour mieux soutenir les soins à domicile informels.

WEBINAIRE IRPP

Expanding Home Care Options in Canada

Quatre-vingt-dix pour cent des Canadiens disent qu'ils préféreraient passer leurs vieux jours à la maison plutôt que dans une institution. Pourtant, les gouvernements continuent de privilégier les soins institutionnels, laissant aux familles et aux amis le soin de fournir l'essentiel des soins à domicile aux personnes âgées. Il en résulte un épuisement des aidants, exacerbé par la pandémie de COVID-19.

Nous avons réuni un panel d'experts de premier plan pour discuter des moyens d'améliorer et d'accélérer l'accès aux soins à domicile financés par l'État au Canada. Parmi les sujets qu'ils ont examinés : les options pour pallier la pénurie actuelle de préposés aux bénéficiaires ; la gamme d'options de soins à domicile autogérés dans les provinces ; les innovations québécoises qui pourraient servir de modèle aux autres provinces.

LA RECHERCHE EN ACTION

Nos recherches sur les SLD ont suscité un grand intérêt de la part des décideurs politiques, des praticiens et de tous ceux qui s'intéressent à cette question de plus en plus pressante :

- La présidente de l'IRPP Jennifer Ditchburn et le directeur de recherche Colin Busby ont rencontré des décideurs de haut niveau des ministères provinciaux de la santé et des SLD, ainsi que du gouvernement fédéral, afin de les informer des résultats de nos recherches et d'entendre leurs commentaires sur leurs priorités politiques ;
- Nous avons organisé une série de webinaires en quatre parties sur les SLD, qui ont attiré plus de 1 500 participants. En outre, près de 450 participants de tout le pays ont assisté à notre webinaire sur l'élargissement des options de soins à domicile au Canada ;
- *Options politiques* a publié une série de 13 articles sur les SLD, sous la direction de Colin Busby. Le projet a été conçu pour améliorer la compréhension de l'inaction qui caractérise la réforme des SLD depuis des décennies, et pour lancer une conversation sur la façon de s'attaquer aux lacunes du système ;
- Nous avons organisé six séances d'information distinctes pour les gouvernements et les organisations paragouvernementales, afin de discuter des détails de notre recherche sur les SLD et du programme de recherche Défis du vieillissement.



Centre d'excellence sur la fédération canadienne



Directeur : Charles Breton

Associées de recherche : Ji Yoon Han et Paisley Sim

Nous avons publié le dernier essai de notre série inaugurale *Une fédération résiliente ? Les défis de politiques publiques de la nouvelle décennie*, dans laquelle d'éminents universitaires de tout le pays ont proposé un ensemble de politiques postpandémiques pour la fédération. Le dernier essai de Loleen Berdahl (Johnston-Shoyama), *La persistance de l'aliénation de l'Ouest*, a été le plus lu de la série, comblant clairement une lacune dans la compréhension de cette importante question au pays. À la suite de la publication de ce dernier texte, la série a été transformée en un livre électronique et a été utilisée comme ressource pédagogique dans des séminaires de premier et de deuxième cycles à travers le pays.

Peu après la création du Centre en 2020, nous avons lancé un projet de recherche visant à mesurer et à surveiller les politiques que les provinces et les territoires du Canada ont adoptées en réponse à la pandémie de COVID-19. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise sanitaire, l'index de sévérité du Centre a évolué pour inclure les différentes nouvelles mesures liées à la vaccination. Les données accessibles au public constituent une ressource précieuse pour les chercheurs et ont été largement utilisées. Le personnel du Centre les a utilisées pour produire trois articles pour *Options politiques*. Statistique Canada a également consulté Charles Breton pour ses

travaux relatifs aux mesures provinciales pour lutter contre la COVID-19.

Avec d'autres experts, Charles a rencontré le Groupe d'action sénatorial pour la prospérité dirigé par le sénateur Peter Harder pour discuter du fédéralisme fiscal et des défis à venir pour la fédération canadienne.

Enfin, le Centre a continué à stimuler le débat public avec une série de rapports tirés du Sondage sur la Confédération de demain. Ces publications ont abordé des questions telles que le changement climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones et la séparation des pouvoirs dans la fédération canadienne. En prévision du référendum sur la péréquation en Alberta qui a eu lieu en octobre 2021, nous avons publié un Repère IRPP intitulé *Identité et ressentiment : expliquer le soutien au programme fédéral de péréquation*, pour aider à expliquer les enjeux aux électeurs albertains et aux autres Canadiens.

Options politiques



Rédacteur en chef : Les Perreux

Rédactrice adjointe (contenu anglais) : Evangeline Sadler

Rédacteurs adjoints (contenu français) : Patrick Déry, Félice Schaepli et Étienne Tremblay

Boursière Accenture en journalisme sur l'avenir de la fonction publique : Kathryn May



Options politiques a connu une année de croissance et de transition. Le site a atteint 2,8 millions de pages vues – soit 4 p. 100 de plus que l'année dernière – malgré la publication de 444 articles contre 597 l'année précédente. Nous avons accueilli un nouveau rédacteur en chef et un nouveau rédacteur adjoint au contenu français qui ont relancé la croissance régulière dont nous bénéficions depuis l'achèvement de la transition du papier vers le numérique il y a sept ans. Nous avons également poursuivi notre tradition consistant à rechercher des voix diverses sur les questions de politique actuelle tout en augmentant le contenu et le lectorat en français.

Kathryn May s'est jointe à nous à l'automne en tant que première journaliste dans le cadre d'une bourse de journalisme sur la fonction publique parrainée par Accenture. Les reportages de Kathryn sur les défis auxquels est confronté le plus grand employeur du Canada, le gouvernement fédéral, comblent un vide dans la couverture des affaires nationales et ont produit certains de nos articles les plus populaires. Avec une équipe complète en place au début de 2022, *Options politiques* a battu des records de visites mensuelles en février et mars.

Nous avons ajouté de la valeur aux nouvelles de dernière heure avec deux articles profondément analytiques : les défis pour la sécurité civile et la

discordance entourant les mesures de lutte contre la pandémie (illustrés par les manifestations à Ottawa et dans d'autres régions du pays) ; et les défis pour la défense et la politique étrangère du Canada découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans chaque cas, *Options politiques* a servi de tremplin aux contributeurs pour se retrouver sur les grandes plateformes médiatiques nationales et internationales.

Nous avons également braqué les projecteurs sur les grands enjeux de politiques publiques canadiennes grâce à des séries de reportages sur le processus électoral, la *Loi sur la concurrence* et les campagnes électorales sur le terrain. En plus de notre rapidité à produire une analyse opportune des principaux défis politiques, nous avons produit sept séries de reportages approfondissant des sujets comme la connectivité, l'avenir des villes et le processus électoral fédéral. Les directeurs de recherche de l'IRPP, Natalia Mishagina et Colin Busby, ont respectivement été rédacteurs invités d'une série d'articles sur le développement des compétences et sur la réforme des soins de longue durée. *Options politiques* a également repris les événements en direct, mais en ligne. Des centaines de spectateurs ont assisté à des débats animés sur les élections fédérales et l'équité de l'accès aux vaccins dans le monde.

Communications



Directrice des communications : Cléa Desjardins
Coordonnatrice d'événements : Judy Manny
Agent des communications : Ricardo Montrose
Agent de mobilisation numérique : Colm O'Sullivan



lors que l'IRPP dans son ensemble continue de s'appuyer sur ses forces, il en va de même pour l'équipe de communication.

Notre croissance vient de la reconnaissance du fait que nos événements sont – et ont toujours été – un outil précieux de relations publiques et de sensibilisation. Au lieu de gérer les événements séparément, comme c'était le cas dans le passé, la coordinatrice d'événements fait désormais partie de l'équipe des communications. En conséquence, notre offre d'événements virtuels et hybrides a énormément grandi, nous permettant d'entrer en contact avec des milliers de personnes par le biais de discussions en ligne animées. Les partenariats avec des bailleurs de fonds externes, des groupes de réflexion, des universités et des écoles de politiques publiques ont généré des revenus supplémentaires pour l'IRPP et renforcé les liens au sein de la communauté des politiques publiques du Canada.

L'amélioration des connexions est également au cœur des initiatives axées sur les sites Web de l'IRPP, qui sont de plus en plus liés grâce au système de référencement interne qui permet au contenu du Centre d'excellence et d'*Options politiques* d'alimenter le site Web de l'IRPP, et vice versa. Une refonte des infolettres a également contribué à mettre en évidence aux yeux du public les liens entre l'IRPP, le

Centre d'excellence et *Options politiques*. Une subvention de Patrimoine canadien pour le développement d'un système de gestion des relations avec la clientèle nous permettra de rationaliser les communications avec les abonnés des infolettres, ainsi qu'avec les auteurs d'*Options politiques*, les collaborateurs à la recherche, les panélistes à nos événements et de nombreuses autres personnes intéressées par le travail de l'IRPP.

Nous avons étendu la présence de l'IRPP sur les médias sociaux en lançant un compte Instagram et en attirant un nombre croissant d'abonnés sur Twitter et LinkedIn. Le balado d'*Options politiques* s'est développé avec l'ajout du nouveau volet *In Their Words/À voix haute*, qui met en avant les voix de nos auteurs d'articles d'opinion et de recherche.

Les médias externes ont continué à faire connaître le travail de l'IRPP aux citoyens partout au pays par le biais d'entrevues et d'articles, mettant notamment en valeur les nouveaux projets de recherche et l'Index de sévérité du Centre d'excellence.

L'équipe de communication s'efforce de toucher un public encore plus large à l'occasion du 50^e anniversaire de l'IRPP en 2022. Nos plans comprennent une image de marque spéciale pour le 50^e anniversaire, du contenu vidéo, une série à plusieurs volets en partenariat avec les écoles de politiques publiques du Canada, et un gala de collecte de fonds pour célébrer cette étape importante.

Comité des placements



Président : Ali Suleman

Membres : Elizabeth Roscoe, Jason Stewart

Administrateurs non membres du conseil d'administration : Enrique Cuyegkeng, Peter von Schilling, Monika Skiba



Le Fonds de dotation de l'IRPP soutient le travail de l'Institut. Afin de maintenir la valeur réelle du Fonds (après inflation), le rôle du comité d'investissement est le

suivant :

- conseiller le conseil d'administration sur la stratégie d'investissement de l'Institut ;
- déterminer et recommander la meilleure composition de l'actif du Fonds ;
- sélectionner les gestionnaires de placements externes puis les tenir responsables de l'exécution de leur mandat (en matière de risques comme de rendement) ;
- agir auprès du conseil d'administration en tant que ressource sur les questions d'investissements.

Le Comité des placements et le conseil d'administration ont toujours reconnu que le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur du Fonds peuvent représenter des objectifs contradictoires. C'est pourquoi l'Institut a utilisé au fil des années différentes approches, compositions de l'actif et formules pour déterminer le montant de retrait annuel du Fonds nécessaire à ses activités tout en assurant la viabilité à long terme du Fonds.

Au lendemain de la crise financière de 2008-2009, le Comité a décidé de réduire l'effet de volatilité du portefeuille sur le montant retiré du Fonds pour ses activités en optant pour une

formule Yale modifiée, qui se base sur 80 p. 100 du budget de fonctionnement du précédent exercice, majoré selon le taux d'inflation (établi par l'indice des prix à la consommation) des 12 mois se terminant le 31 décembre, et sur 20 p. 100 du taux de retrait à long terme appliqué à la valeur marchande du Fonds des quatre trimestres antérieurs se terminant le 31 décembre.

En 2012, le Comité a décidé de modifier la composition de l'actif à 70 p. 100 d'actions et à 30 p. 100 de revenu fixe. En 2013, le Comité a confié à Burgundy Asset Management la gestion de la part du Fonds investie en actions. Puis, en 2014, il a confié aux gestionnaires de placement Philips, Hager & North la part à revenu fixe du portefeuille. Enfin, en janvier 2018, le Comité a décidé d'investir 10 p. 100 du Fonds dans l'immobilier et de confier ce mandat à Bentall Green Oaks (alors Bentall Kennedy). En conséquence, la composition de l'actif se répartit actuellement comme suit : 70 p. 100 d'actions (20 p. 100 canadiennes, 25 p. 100 américaines et 25 p. 100 EAEO), 20 p. 100 d'obligations (dont le quart est investi dans des hypothèques commerciales) et 10 p. 100 de placements immobiliers.

En avril 2019, Ottawa accordait à l'IRPP une subvention de 10 millions de dollars pour créer le Centre d'excellence sur la fédération canadienne. Pour remplir les exigences de déclaration qui

en découlent, nous avons créé pour le Centre un fonds distinct et rebaptisé Fonds de base notre Fonds de dotation. Le Fonds du Centre est investi selon le même énoncé de politique et de procédures d'investissement.

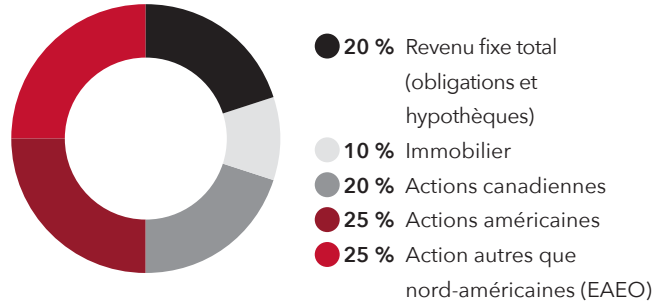
Avec deux fonds à superviser et une gestion devenue plus complexe, le conseil d'administration a décidé en 2021 de retenir les services d'une société de conseil en investissement pour soutenir le comité dans son travail en lui fournissant des conseils et des rapports plus approfondis. À la suite d'une recherche, le mandat a été confié à Hub Proteus en mars.

Les économies développées du monde entier ont continué à faire preuve d'une grande vigueur tout au long de 2021, sous l'impulsion des politiques monétaires accommodantes des banques centrales, portant les performances à des sommets historiques. Toutefois, la reprise économique après la pandémie mondiale a été plus lente au cours du second semestre. Les pressions inflationnistes dues aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement résultant de la pandémie et de la reprise économique erratique, ainsi que l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont précipité les changements de politique des banques centrales plus tôt que prévu pour contenir l'inflation. Le retrait des taux directeurs quasi nuls et de l'assouplissement quantitatif historique au cours du premier trimestre de 2022 a entraîné une hausse des taux d'intérêt qui a fait baisser les marchés des actions et des titres à revenu fixe. Le marché boursier canadien a été une exception en raison du lien entre le PIB du Canada et les prix des matières premières et de la solidité du marché des services financiers, qui ont bénéficié respectivement de la hausse des prix de l'énergie et des matériaux, et de la hausse des taux d'intérêt.

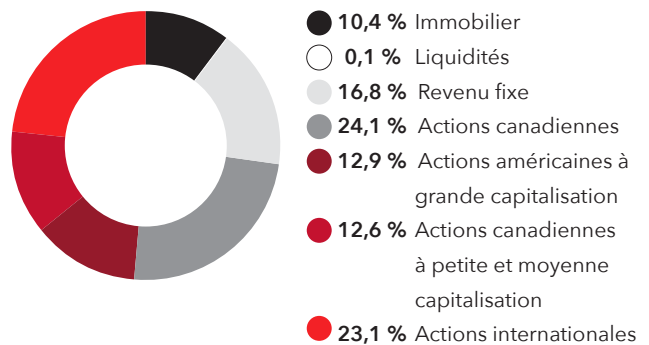
Pour l'exercice, le Fonds de base a progressé de 8,5 p. 100 sur une base brute et de 7,5 p. 100 net de frais, tandis que le Fonds du Centre d'excellence a gagné 8,1 p. 100 sur une base brute et 7 p. 100 net de frais. Les deux ont surperformé leurs indices de référence. Au 31 mars 2022, la valeur marchande du fonds de base était de 45 715 390 \$ et celle du fonds du Centre d'excellence, de 10 986 921 \$, après prélèvements.

La répartition des actifs des fonds est présentée ci-dessous.

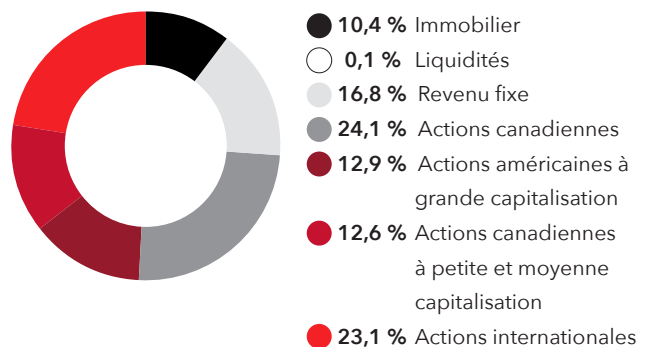
POLITIQUES



FONDS DE BASE



FONDS DU CENTRE



Les graphiques et le tableau, sur ces pages, montrent que les fonds de base et du Centre ont été gérés de manière à atteindre le double objectif de fournir un revenu pour les opérations de l'IRPP et du Centre d'excellence tout en maintenant la valeur réelle des fonds.

FONDS - FAITS SAILLANTS

Exercices financiers	2022	2021	2020	2019	2018
Valeur marchande du Fonds de base	45 715 390 \$	44 727 414 \$	37 790 737 \$	42 668 109 \$	41 937 523 \$
Rendement (avant retraits et frais)	8,5 %	25,3 %	-5,3 %	8 %	3,4 %
Rendement (après retraits et frais)	2,4 %	18,4 %	-11,4 %	1,7 %	-2,6 %
Valeur de marché du Fonds du Centre	10 986 921 \$	10 715 776 \$	8 908 118 \$	-	-
Total du Fonds de base et du Fonds du Centre	56 702 311 \$	55 443 190 \$	46 698 855 \$	-	-
Dépenses totales (hors frais)	2 940 032 \$ ⁴	2 872 102 \$ ³	2 325 443 \$	2 279 262 \$	2 228 923 \$ ²
Budget de fonctionnement total	3 263 181 \$ ³	3 078 038 \$ ³	3 096 443 \$ ³	2 872 336 \$	2 529 350 \$
Total des frais de gestion	540 233 \$ ⁵	343 293 \$ ³	306 584 \$	346 260 \$	368 760 \$
Contribution des fonds	90,1 %	93,3 %	75,1 % ¹	79,3 % ¹	68,4 % ¹
					90,1 % ²

¹ Contribution du Fonds de base uniquement.

² Comprend un retrait supplémentaire du Fonds de base autorisé par le conseil d'administration.

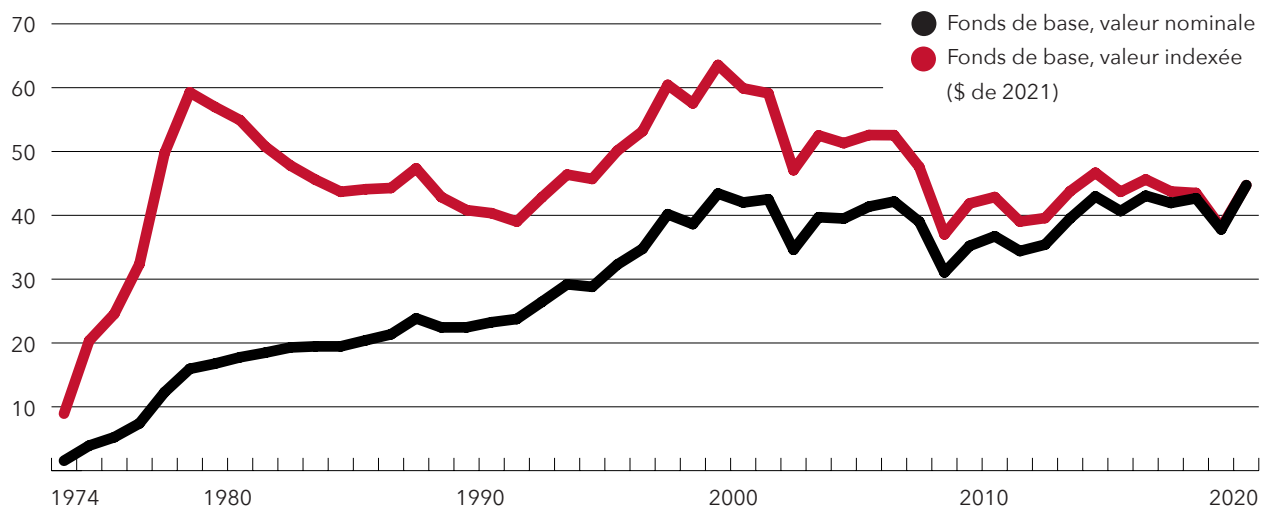
³ Comprend le retrait sur le Fonds du Centre.

⁴ Comprend un retrait sur le Fonds du Centre et un retrait supplémentaire sur le Fonds de base tel qu'autorisé par le conseil d'administration.

⁵ Comprend les commissions de gestion et de performance, les droits de garde et les honoraires des consultants financiers. L'augmentation en 2022 reflète l'augmentation des actifs, la normalisation des frais de gestion et les honoraires supplémentaires des consultants.

VALEUR NOMINALE ET INDEXÉE DU FONDS DE BASE, 1974-2022

(millions de dollars)



Au cours des 50 ans d'existence de l'IRPP, le Fonds de base a fourni plus de 87 millions de dollars pour soutenir les activités de l'Institut.

États financiers

31 MARS 2022

Rapport de l'auditeur indépendant

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de recherche en politiques publiques (l'« organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2022 et les états de l'évolution de l'actif net, des produits et des charges et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres

responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme.

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst + Young LLP

Montréal, Canada
Le 7 juin 2022

État de la situation financière

Au 31 mars

	2022 \$	2021 \$
ACTIFS		
À court terme		
Encaisse	949 359	711 236
Débiteurs (note 3)	172 042	98 106
Frais payés d'avance	14 588	71 425
	1 135 989	880 767
Placements (note 4)	56 661 019	55 443 190
Immobilisations corporelles (note 5)	150 644	124 677
	57 947 652	56 448 634
PASSIFS		
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 7)	207 903	184 718
Apports reportés (note 8)	507 796	275 622
	715 699	460 340
Engagements (note 11)		
ACTIF NET		
Dotation de base (grevée d'une affectation interne)	46 428 607	45 250 744
Dotation pour le Centre d'excellence (affectée)	11 067 585	10 754 813
Non affecté	(264 239)	(17 263)
	57 231 953	55 988 294
	57 947 652	56 448 634

Voir les notes complémentaires.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars

	Dotation de base (grevée d'une affectation interne) \$	Dotation pour le centre (affectée) \$	Non affecté \$	2022 \$	2021 \$
		[note 10]			
Solde au début de l'exercice	45 250 744	10 754 813	(17 263)	55 988 294	47 050 756
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	–	816 732	426 927	1 243 659	8 937 538
Transfert - Dotation de base (note 9)	1 014 189	–	(1 014 189)	–	–
Transfert - Fonds de la sixième décennie (note 9)	163 674	–	(163 674)	–	–
Transfert - Centre d'excellence (note 9)	–	(503 960)	503 960	–	–
Solde à la fin de l'exercice	46 428 607	11 067 585	(264 239)	57 231 953	55 988 294

Voir les notes complémentaires.

État des produits et des charges

Exercice clos le 31 mars

	2022 \$	2021 \$
REVENUS		
Apport à titre de la dotation pour le Centre d'excellence (note 10)	–	182 000
Apport à titre du Fonds de la sixième décennie (note 8)	(163 674)	(200 000)
Apports, partenaires et collaborateurs	300 066	313 408
Apports, autres	15 827	16 206
Publications et événements	3 236	3 781
Publicité et promotion Options politiques	25 497	22 726
	180 952	338 121
CHARGES		
Services généraux de recherche et de soutien	1 945 906	1 703 809
Centre d'excellence (note 10)	443 133	485 495
Options politiques	635 634	699 371
Autres publications	6 835	18 859
Intérêts et frais bancaires	5 889	7 174
Amortissement des immobilisations corporelles	25 784	21 134
	3 063 181	2 935 842
Insuffisance des produits sur les charges avant les éléments ci-dessous	(2 882 229)	(2 597 721)
Revenus nets de placement (note 10)		
Variation de la juste valeur des placements	1 779 660	8 999 359
Revenus de dividendes	1 504 562	1 511 244
Gain sur la cession de placements	1 087 595	1 054 381
Revenus d'intérêts	277 391	294 693
Coûts de transaction	(523 320)	(324 418)
	4 125 888	11 535 259
Excédent des produits sur les charges	1 243 659	8 937 538

Voir les notes complémentaires.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars

	2022 \$	2021 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	1 243 659	8 937 538
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	25 784	21 134
Variation de la juste valeur des placements	(1 779 660)	(8 999 359)
	(510 217)	(40 687)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 12)	238 260	15 615
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(271 957)	(25 072)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(69 529)	(69 060)
Produit de la cession de placements	631 360	324 084
Acquisition d'immobilisations corporelles	(51 751)	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	510 080	255 024
Augmentation nette de trésorerie au cours de l'exercice	238 123	229 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	711 236	481 284
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	949 359	711 236

Voir les notes complémentaires.

Notes complémentaires

31 mars 2022

1. ACTIVITÉS DE L'ORGANISME

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (l'« organisme ») a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en générant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux actuels et à venir en matière de politiques auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. L'indépendance de l'organisme est assurée par un fonds de dotation, constitué de la dotation de base (grevée d'une affectation interne), établi au début des années 1970 grâce aux apports des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que du secteur privé, et d'un second fonds (le « Centre d'excellence » (affectée)), établi en 2019 grâce à une subvention du gouvernement du Canada accordée expressément à l'appui des activités du Centre d'excellence sur la fédération canadienne de l'Institut. L'organisme est constitué en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et enregistré en tant qu'organisme de bienfaisance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu fédérale* et provinciale. L'organisme n'est donc pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

Constatation des produits

L'organisme utilise la méthode du report pour la comptabilisation de ses produits. Les apports affectés sont reportés et sont comptabilisés en produits dans l'année où les dépenses connexes sont engagées lorsque les sommes sont reçues ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports non affectés sont comptabilisés en produits lorsque les sommes sont reçues ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

Les produits de publicité et de promotion sont comptabilisés lorsqu'il y a des éléments probants convaincants qu'un

accord existe, que les services ont été rendus et que le prix est déterminé ou déterminable. Ceux-ci sont alors comptabilisés sur une base linéaire pour la durée du contrat à partir du moment où le service commence à être rendu. La portion des montants reçus qui ne peut pas être constatée dans l'année en cours est comptabilisée en tant que produits reportés à l'état de la situation financière sous forme de produits de commandite perçus d'avance.

Les produits de publications et d'événements sont comptabilisés lorsqu'il y a des éléments probants convaincants qu'un accord existe, que le bien a été vendu, que les services ont été rendus et que le prix est déterminé ou déterminable. La portion des montants reçus qui ne peut pas être constatée dans l'année en cours est comptabilisée en tant que produits reportés à l'état de la situation financière sous forme de produits de publications et d'événements perçus d'avance.

Les transactions relatives aux investissements sont comptabilisées à la date de transaction et les produits associés à ces transactions sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les revenus de dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende et les variations de la juste valeur sont constatées au moment où elles se produisent.

Répartition des charges

La répartition des salaires est fondée sur le pourcentage de temps consacré par les employés aux activités d'Options politiques et du Centre d'excellence. Les dépenses non salariales sont réparties proportionnellement entre les activités d'*Options politiques*. Conformément à l'entente aux termes de laquelle a été créé le Centre d'excellence, aucune charge indirecte n'est imputée à ce secteur d'activité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux indiqués et sur la durée de la période indiquée ci-dessous :

Équipement informatique	33 %
Mobilier et agencements	20 %
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme qui comprennent les immobilisations corporelles sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif destiné à être conservé et utilisé excède les flux de trésorerie nets futurs non actualisés découlant de son utilisation et de sa sortie éventuelle. Le montant de la perte de valeur comptabilisée est mesuré comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur. Une perte de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises si la juste valeur de l'actif en question s'accroît ultérieurement.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à la juste valeur, à l'exception des opérations entre apparentés, ajustée par, dans le cas d'instruments financiers qui ne seront pas évalués à leur juste valeur ultérieurement, du montant des coûts de transaction directement attribuables à l'instrument. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice où ils sont engagés.

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif et évalués à la juste valeur. En outre, l'organisme a choisi d'évaluer ultérieurement tous les autres placements à la juste valeur.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements à court terme et des débiteurs (en excluant les taxes de vente à recevoir).

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et frais courus.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé à l'excédent des produits sur les charges. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de la reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges.

3. DÉBITEURS

	2022	2021
	\$	\$
Comptes clients	58 140	7 509
Dividendes à recevoir	41 291	37 035
Taxes de vente à recevoir	72 611	53 562
	172 042	98 106

4. PLACEMENTS

Les placements liés à la dotation de base (grevée d'une affectation interne) (« DB ») sont composés de fonds d'actions, d'obligations (dont des fonds hypothécaires) et de biens immobiliers en gestion commune et sont présentés à la juste valeur de 45 681 995 \$ (44 727 414 \$ en 2021) et ont un coût de 33 194 684 \$ (33 627 290 \$ en 2021).

Les placements liés à la dotation pour le Centre d'excellence (affectée) (« DCE ») (voir note 10) sont composés de fonds d'actions et d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune et sont présentés à la juste valeur de 10 979 024 \$ (10 715 776 \$ en 2021) et ont un coût de 9 764 531 \$ (9 893 755 \$ en 2021).

	2022	2021
	\$	\$
Fonds d'actions en gestion commune EAEO - DB	11 284 272	10 792 263
Fonds d'actions américaines en gestion commune - DB	12 124 714	11 638 883
Fonds d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune - DB	10 281 445	7 697 550
Fonds d'actions canadiennes en gestion commune - DB	7 176 015	10 413 633
Fonds de biens immobiliers canadiens en gestion commune - DB	4 815 549	4 185 085
Fonds d'actions étrangères en gestion commune EAEO - DCE	2 651 150	2 701 192
Fonds d'actions américaines en gestion commune - DCE	2 805 751	2 803 386
Fonds d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune - DCE	2 534 848	1 860 019
Fonds d'actions canadiennes en gestion commune - DCE	1 848 451	2 361 453
Fonds de biens immobiliers canadiens en gestion commune - DCE	1 138 82	989 726
	56 661 019	55 443 190

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2022

	Coût	Amortissement cumulé	Montant net
	\$	\$	\$
Équipement informatique	61 314	11 990	49 324
Mobilier et agencements	170 049	151 299	18 750
Améliorations locatives	188 660	106 090	82 570
	420 023	269 379	150 644

2021

	Coût	Amortissement cumulé	Montant net
	\$	\$	\$
Équipement informatique	16 903	7 340	9 563
Mobilier et agencements	170 049	146 680	23 369
Améliorations locatives	188 660	96 915	91 745
	375 612	250 935	124 677

6. FACILITÉ DE FINANCEMENT

L'organisme a une marge de crédit de 3 000 000 \$ révisée annuellement avec l'institution financière.

La dette bancaire impayée à tout moment est remboursable sur demande, est garantie par une hypothèque mobilière de 5 000 000 \$ majorée de 20 % de la valeur du portefeuille de fonds de base détenu auprès de Burgundy Asset Management Ltd. et porte intérêt à un taux de 0 % en sus du taux d'emprunt préférentiel de la banque. Au 31 mars 2022, l'organisme n'avait pas de solde impayé sur cette marge de crédit.

7. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2022 \$	2021 \$
Fournisseurs et frais courus	192 081	174 123
Déduction à la source à payer	15 822	10 595
	207 903	184 718

8. APPORTS REPORTÉS

L'apport de la sixième décennie (anciennement apport de la cinquième décennie) est composé d'apports reçus et affectés à des fins spécifiques au gré du président et approuvés par le conseil d'administration. Au cours de l'exercice, aucun apport n'a été comptabilisé dans les opérations.

	2022 \$	2021 \$
Apport de la sixième décennie (anciennement apport de la cinquième décennie)	409 296	245 622
Divers	98 500	30 000
Solde à la fin de l'exercice	507 796	275 622

9. TRANSFERTS INTERFONDS

L'actif net affecté aux opérations qui, en vertu d'affectations internes imposées par le conseil d'administration, doit être maintenu pour financer les opérations de l'organisme. Pour financer les opérations de l'organisme, le conseil d'administration autorise un transfert annuel de ressources de l'actif net affecté à l'actif net non affecté. Ce transfert de ressources est déterminé en utilisant une formule approuvée par le conseil d'administration.

	2022 \$	2021 \$
Montant annuel établi selon la formule prédéterminée	2 355 794	2 367 502
Moins : Revenus nets (pertes nettes) de placement - fonds de dotation de base	3 369 983	9 350 371
Transferts	(1 014 189)	(6 982 869)

Le conseil d'administration autorise également un transfert

annuel de ressources de l'actif net affecté à la dotation pour le Centre d'excellence à l'actif net non affecté. Le transfert de ressources est déterminé en utilisant une formule approuvée par le conseil d'administration. Un montant de 503 960 \$ a été transféré pendant l'exercice (504 600 \$ en 2021).

En outre, un montant de 163 674 \$ (200 000 \$ en 2021) a été reçu et transféré du fonds de dotation de base au fonds non affecté.

10. DOTATION POUR LE CENTRE D'EXCELLENCE (AFFECTÉE)

Les actifs nets liés à la dotation pour le Centre d'excellence (affectée) représentent l'apport reçu du ministère du Patrimoine canadien pour la création d'un centre d'excellence sur la fédération canadienne, un organe de recherche permanent visant à promouvoir une compréhension commune de la communauté fédérale du Canada, et pour soutenir les opérations du Centre qui consistent à mener et à publier des recherches sur la fédération canadienne dans l'intérêt de la population canadienne dans le cadre de leur mission. L'organisme doit conserver en tout temps un montant établi d'actifs nets liés à la dotation pour le Centre d'excellence (affectée). Les fonds doivent être investis selon les lignes directrices en matière de politique de placement de l'organisme. Le revenu généré par les actifs liés à la dotation du Centre d'excellence (affectée) peut servir à couvrir les frais d'exploitation directs annuels et les coûts directs liés aux activités et événements de recherche. La dotation pour le Centre d'excellence a été obtenue en mars 2019. En 2022, des revenus nets de placement de 755 905 \$ ont été réalisés au titre de la dotation pour le Centre d'excellence (affectée) (revenu de placement net de 2 184 889 \$ en 2021) et les frais d'exploitation directs du Centre d'excellence se sont établis à 443 133 \$ (485 495 \$ en 2021). En 2021, les revenus étaient composés de la tranche restante de l'apport de démarrage soit 150 000 \$ et d'un montant de 32 000 \$ en soutien d'un chercheur du Centre.

11. ENGAGEMENTS

Les paiements minimums exigibles en vertu de contrats de location-exploitation, excluant certains frais d'exploitation pour lesquels l'organisme est responsable, sont approximativement les suivants :

	\$
2023	123 000
2024	123 000
2025	123 000
2026	132 000
2027	138 000
Par la suite	483 000
	1 122 000

12. FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement comprend ce qui suit :

	2022	2021
	\$	\$
Débiteurs	(73 936)	30 691
Frais payés d'avance	56 837	(33 105)
Créditeurs et frais courus	23 185	43 029
Apports reportés	232 174	(25 000)
	238 260	15 615

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Politique de gestion des risques

L'organisme, en raison de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse qui suit fournit une mesure de l'exposition aux risques de l'organisme au 31 mars 2022.

Risque de crédit

L'organisme, dans le cours normal de ses activités, fournit du crédit à ses utilisateurs. L'organisme est exposé au risque de crédit en ce qui concerne ses débiteurs, mais n'est exposé à aucun risque important à l'égard d'une personne en particulier ou d'une quelconque contrepartie. L'organisme établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte du risque de crédit d'utilisateurs particuliers, des tendances historiques et d'autres informations économiques.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ces placements à court terme portant intérêt à des taux fixes, mais a déterminé que ce risque était faible.

Autre risque de prix

Les placements de l'organisme l'exposent à l'autre risque de prix étant donné que les changements des prix de marché peuvent entraîner une variation de la juste valeur des flux de trésorerie générés par ces placements. Le risque maximum résultant de ces instruments financiers est équivalent à leur juste valeur.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme gère ce risque en faisant un suivi constant des flux de trésorerie prévus et annuels et des échéances de ses passifs financiers en maintenant des actifs liquides ou facilement convertibles en argent et en ayant accès à du financement additionnel provenant de sa marge de crédit.

« Quant à l'avenir, 2022 promet d'être une autre année faste alors que nous célébrons le 50^e anniversaire de l'Institut. »

– Anne McLellan



Institut de recherche en politiques publiques

1470, rue Peel,
bureau 200
Montréal (Québec)
Canada H3A 1T1

T (514) 985-2461
F (514) 985-2559
irpp@irpp.org
irpp.org